FSU 47
10 Rue d'Albret 47000 AGEN
06 83 13 04 71 | fsu47@fsu.fr | https://fsu47.fsu.fr/

Déclaration de la FSU 47 au CSAD du 03/09/2026

Alors que nous ouvrons ce CSA dans un contexte politique et social particulièrement préoccupant, nous souhaitons commencer par rappeler une évidence : les crises auxquelles nous sommes confrontés ne sont pas des fatalités. Elles sont aussi le résultat de choix politiques !

L'été que nous venons de vivre nous l'a à nouveau démontré. Canicule, incendies : la crise écologique n'est plus une menace lointaine. Elle bouleverse les conditions de vie et touche directement les services publics, leurs personnels et les populations qu'ils accueillent. C'est une crise sociale et sanitaire. Et l'École n'y échappe pas. Cette crise touche les conditions de vie de nos écoles (bâtiments non isolés, cours de récréation non adaptées, épisodes de fortes chaleurs) mais aussi directement l'avenir de nos élèves. Les pompiers ont hurlé (pleuré) leur manque de moyens tout l'été, alors que le gouvernement a annulé des crédits pour acheter des Canadairs. Dans les hôpitaux, les chambres sont devenues des fournaises et des mouroirs. Au CHU de Bordeaux, les syndicats dénonçaient des températures qui dépassaient 36 °C dans des chambres de réanimation.

Ni dans la Santé, ni dans l'Éducation, le gouvernement n'a pris la moindre mesure pour assurer la santé du personnel et des usagers ! Encore un choix criminel. Aucun plan sérieux d'isolation des maisons, aucune mesure de protection des plus précaires dont les habitations sont des bouilloires thermiques. À la clé de ces choix politiques : des morts. Aucune allocution présidentielle à la suite des incendies, ni, bien sûr, la moindre repentance… Le Premier Ministre ose ricaner à la télévision à propos de sa gestion criminelle d'une catastrophe climatique. Il était interrogé sur le prochain plan d'austérité qu'il compte infliger aux français, alors qu'il n'a ni majorité ni légitimité. Ce monsieur ne devrait pas sourire mais s'excuser platement et quitter son poste.
Et cette absence de réponse immédiate s'inscrit dans une politique plus globale : depuis dix ans, les gouvernements Macron n'ont engagé aucune véritable transformation à la hauteur de l'urgence écologique. À l'issue de ses deux mandats, aucun objectif de diminution des gaz à effet de serre n'a été atteint, aucun plan écologique d'envergure n'a été appliqué : ces choix fragilisent les conditions de vie et la santé de la population.

Or depuis juin 2004, une journée de travail supplémentaire non payée doit financer des mesures contre la chaleur et pour la protection des plus vulnérables. 22 années ont passé. 32 canicules et «vagues de chaleur» ont été recensées depuis l'an 2000. Elles ont tué des dizaines de milliers de personnes en France. La «journée de solidarité» a permis à l'État français de récolter entre 47 et 57 milliards d'euros. Comment cette somme énorme a-t-elle été utilisée ? Mystère. Aucune communication n'est réalisée. Sans doute ont-ils alimenté les 211 milliards d'aides diverses et variées accordées aux entreprises sous forme notamment d'exonération de cotisations sociales. En tout cas, ces milliards n'ont pas servi à climatiser les hôpitaux, ni ouvrir des lits ou recruter du personnel, ni à réaménager les écoles ni à isoler les logements. C'est un scandale d'État. La FSU s'associe pleinement à la mobilisation nationale pour le climat du samedi 26 septembre.
Au printemps dernier, il nous avait été dit, ici même, que, face au manque de deniers publics, il fallait accepter que soient priorisés les services publics les plus essentiels à l'image des pompiers. Nous avions alors fait observer que même les pompiers étaient en grève perlée… Les méga feux que nous avons vécus cet été ont donc achevé de démontrer que c'est toute la fonction publique qui est aujourd'hui exsangue. Et nous sommes bien sûr solidaires de la cause

des pompiers parce que tous les services publics sont nécessaires et qu'il n'y a pas lieu de les opposer entre eux.

Ces renoncements ne concernent malheureusement pas uniquement la réponse à l'urgence écologique et sanitaire. Ils se retrouvent aussi dans la manière dont ce gouvernement traite d'autres enjeux majeurs de protection de la population et de prévention. Car l'autre scandale des derniers mois, c'est le mépris affiché de ce gouvernement pour lutter efficacement contre les violences sexuelles et sexistes, y compris dans ses rangs et chez ses « proches » . Ce n'est que contraint par la pression des syndicats, des associations et des citoyen·nes que le gouvernement a daigné inclure les programmes d'EVARS dans les programmes de l'école. Mais nous devons encore revendiquer la mise en place de formations pour mettre en œuvre ces programmes, du temps de travail pour les travailler, pour réfléchir aux moyens de combattre les violences sexuelles.
Car, derrière les drames, c'est l'ensemble des manques concernant les politiques publiques de prévention des violences sexuelles, des moyens donnés à la justice, d'accompagnement des victimes, qui sont mises en cause. La FSU continue de réclamer une loi-cadre.

Ces deux réalités témoignent ainsi de choix politiques qui ont un point commun : face aux urgences sociales, sanitaires, écologiques comme face aux violences, les réponses publiques nécessitent des moyens à la hauteur des besoins. Or, c'est précisément cette question des moyens et des choix budgétaires qui est aujourd'hui au cœur des décisions gouvernementales.
Et qui dit rentrée, dit budget. Dans un contexte proche des présidentielles, le gouvernement dresse des pistes pour construire un budget 2027 pour lequel il envisage d'ores et déjà un recours au 49.3. La gabegie budgétaire, les cadeaux fiscaux inconséquents de ces dernières années privant l'État de ressources indispensables, alliés à des volontés de renforcement militaire et sécuritaire « obligent » le gouvernement dans sa logique de l'offre à rechercher des économies drastiques. Hausse des franchises médicales, désindexation de certaines pensions de retraite : sans surprise, le gouvernement prépare l'austérité budgétaire. Les annonces de nouvelles coupes budgétaires inacceptables ne peuvent servir de prétexte à différer encore les mesures salariales attendues par les agentes et les agents publics. Les organisations syndicales ont souligné que par une autre utilisation des richesses produites, il est possible de financer une autre politique salariale par :
- des mesures salariales générales et notamment une revalorisation significative de la valeur du point d'indice ;
- l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation ;
- des mesures de revalorisation et la refonte des grilles indiciaires permettant, dans chaque catégorie, une véritable progression de carrière et la sortie des débuts de carrière du niveau du Smic de même que la revalorisation des métiers à prédominance féminine ;
- le rétablissement du versement de la garantie individuelle de pouvoir d'achat ;
- le maintien à 100 % des rémunérations versées aux agent·es qui sont en congé maladie ordinaire et l'abrogation du jour de carence ;
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- et des garanties sur la mise en oeuvre effective de la directive européenne sur la transparence salariale, accompagnée de moyens concrets pour des politiques d'égalité.

Pourtant, pour l'exécutif, la recette ne change pas, toujours la même technique : crier à la faillite pour mieux imposer des mesures d'austérité et couper dans les dépenses sociales. La France n'est pourtant pas un pays sans richesses : notre économie produit chaque année près de 3 000 milliards d'euros de richesses et le patrimoine national dépasse les 20 000 milliards. Le véritable enjeu est donc celui des choix de répartition : qui contribue, qui bénéficie des richesses produites et quelles priorités sont données à l'action publique ?

C’est pourquoi la FSU, avec l’intersyndicale, appelle à une première journée de mobilisation le 29/09.

Ce CSA marque la dernière étape de la carte scolaire 2026 pour le premier degré. Tout d’abord nous réitérons nos remarques du printemps. Le département a subi de plein fouet les suppressions de postes que la démographie ne pouvait suffire à justifier. D’autre part, la ponction de 6 postes pour l’expérimentation des PAS constitue un passage en force très mal perçu par les collègues, les parent·es d’élèves et l’opinion publique.
Et l’avenir n’apparaît pas radieux.
Nationalement, mais également dans le Lot-et-Garonne, les réunions de présentation par le DASEN de l'expérimentation carte scolaire se poursuivent actuellement. Les élu·es convié·es à ces réunions avec qui nous avons échangé retiennent beaucoup de blabla institutionnel sur la baisse démographique à grand coup de diaporama alors que les projections budgétaires ne sont, elles, pas aussi clairement exprimées.
Des élu·es ne sont pas dupes, même si certains y voient des opportunités. Mais pour la carte scolaire 2027, tout le monde s'accorde à dire que le délai est insuffisant pour renverser la pyramide des décisions et "partir des besoins du terrain". Un autre point nous semble particulièrement problématique : vous avez, monsieur le DASEN, décidé d’exclure les représentant·es des personnels de ces réflexions, ce qui les entache d’opacité. Cette décision choque, alors même que votre ministre, dans sa lettre de rentrée aborde la question de la « démocratie sociale qu’il appelle de tous ses vœux ».
Il est encore temps de changer de méthode car la vraie question à se poser ne serait-elle pas : « faut-il moins d'école ou mieux d'école ? »

La FSU a une proposition : profitons de la baisse démographique pour améliorer les conditions d’enseignement et de scolarisation plutôt que de recréer des grosses écoles à la campagne. Ce n’est pas une proposition saugrenue. L’école française a des défis à relever qui ne se le seront pas sans les moyens nécessaires et sans écouter l’expertise des personnels.

Et pour mieux d’école, il est urgent de faire preuve de plus de considération à l’égard de nos collègues AESH. Cela permettra qu’enfin soient posées dans le département les bases d’échanges autour des pratiques de PIAL : concernant l’évaluation, la prise en compte des situations personnelles, la formation, les modalités d’échanges. Nous vous alertons sur des fonctionnements de PIAL décourageants, démoralisants comme quand des CDIsations sont repoussées aux calendes grecques, ou lorsque des difficultés d’inclusion sont imputées quasi uniquement au « positionnement professionnel » des AESH, ou encore lorsque leurs paroles de professionnel·les sont prises de haut, voire leur sont reprochées. Cela fait des mois que nous intervenons sur le sujet sans avoir de retour satisfaisant. Que va-t-il rester comme possibilité ? Des recours en CPP ? Monsieur le DASEN, nous attendons votre action.

Et pour mieux d’école, il est primordial d’améliorer les conditions d’entrée dans le métier. Effectivement, certains PES se sont sentis floués. L’administration leur ayant laissé une nuit pour formuler des vœux sur une circonscription… et non sur un poste précis. De plus, la rédaction du courriel à destination des écoles supports imputait la responsabilité de cette désorganisation aux stagiaires ce qui est inacceptable. Nous demandons donc avec insistance la réunion d’un conseil de formation en cette première période.

Enfin, nous souhaitons également alerter sur la situation des personnels de la DSDEN47. Certes des travaux sont nécessaires et entraînent toujours des aléas. Néanmoins les conditions dans lesquelles vos personnels sont appelés à exercer leur travail, avec des obligations de confidentialité, des nécessités quotidiennes de coordination et un rythme soutenu, ne sont pas

correctes. Il nous semble que l'organisation n'a pas été à la hauteur de ce chantier énorme. Cela pénalise les personnels administratifs mais également, en ricochet, les usager·es de la DSDEN47. La FSU sera à leurs côtés pour faire respecter leurs droits.

En décembre, les personnels seront appelé·es à voter pour élire leurs représentant·es. Le ministre souhaite un taux de participation élevé : encore faut-il que chacun·e puisse effectivement exercer son droit de vote dans de bonnes conditions. L'administration du Lot-et-Garonne sera sûrement sollicitée par le ministère pour faciliter les opérations de vote pour nos collègues, même celles et ceux qui sont éloigné·es des technologies de vote en ligne ou tout simplement isolé·es. Face à la crise sanitaire et sociale que nous traversons, cette participation est essentielle : plus les personnels seront nombreux à voter, plus leurs représentant·es auront de poids pour faire entendre leurs revendications et défendre, au niveau départemental comme national, les intérêts de l'ensemble des personnels du service public d'éducation.

La FSU propose, agit et luttera toujours. Parce que défendre les personnels et le service public d'éducation, est son engagement.